

Nouveaux Cahiers du socialisme



Haïti actuelle. Les nouvelles formes d'un blocage historique

Didier Dominique

Numéro 17, hiver 2017

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/84479ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Dominique, D. (2017). Haïti actuelle. Les nouvelles formes d'un blocage historique. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (17), 198–201.

Tous droits réservés © Collectif d'analyse politique, 2017

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Haïti actuelle **Les nouvelles formes d'un blocage historique**

DIDIER DOMINIQUE¹

Il faut se souvenir qu'avant même le départ de Jean-Claude Duvalier, en 1986, les classes dominantes haïtiennes étaient déjà empêtrées dans une crise inextricable : changements répétés de gouvernement, mascarade de référendum, répression accentuée, etc. Poursuivies et rattrapées par une mobilisation populaire exaspérée et avec l'accord de l'impérialisme, lui aussi incapable de continuer à justifier cette présence qu'il avait cependant défendue par tous les moyens, ces classes dominantes se résignèrent à accepter le renvoi de leur « président à vie » et à instaurer à contrecœur une période dite de « démocratie ». Cela n'a cependant pas résolu la situation de crise. Au contraire, la situation se complique davantage. Non seulement des mobilisations populaires permanentes continuent d'acculer ces dominants apeurés, mais un populisme opportuniste et de grande échelle a fait son apparition sur la scène politique. Pendant ce temps-là une misère effarante et une insalubrité crasse frappent la population, ce qui démontre, s'il en était besoin, l'incapacité de l'État en place, en pleine décomposition et pourri jusqu'à la moelle...

La mascarade électorale

Les élections expriment le mieux le blocage de la situation. En 2010, les ambassades des principaux pays impérialistes (États-Unis, France, Canada, Brésil..., sans compter l'Organisation des États américains et les Nations unies) imposèrent la présidence de Michel Martelly. Mais quand elles ont voulu faire de même avec le poulain choisi pour lui succéder en 2015, une mobilisation de taille les en a empêchées. Depuis, tous les candidats pataugent dans une « illégalité » complète où aucun des camps dits « démocratiques » ne respecte la constitution ou les lois, qu'ils acclament pourtant à chaque occasion. Le « processus démocratique » se trouve ainsi fort handicapé.

D'un autre côté, tous les candidats, comme toujours, en appellent au peuple et se réfugient piteusement dans de banales généralités, sans jamais aborder les véritables sources de conflit, ni encore moins prendre position sur elles, soit les salaires, la propriété de la terre, les relations sociales archaïques, pour ne nommer que ces axes fondamentaux. En ce sens, même les partis dits « socialistes » ne font pas mieux : en fait, ils reproduisent eux aussi le projet

1 Didier Dominique est un militant de Batay Ouvriye, une organisation haïtienne qui regroupe syndicats, comités d'usine, associations de travailleurs et militants : <<http://batayouvriye.org/Francais/qui.html>>.

capitaliste. Cela contribue à rendre l'ambiance générale plus confuse et, somme toute, mystificatrice. Toutefois, la population, très attentive, comprend de mieux en mieux la nature de la domination et les causes de la précarité. Ainsi, elle se détache tranquillement mais inexorablement du processus politique : aux dernières élections, fin 2015, pas plus de 8 à 10 % de la population en droit de voter s'est rendue aux urnes, une attitude qui contribue au manque de crédibilité de ce processus pipé à l'avance.

Les dominants désemparés

Face à la débâcle qui se dessine, les organismes impérialistes se sont regroupés en un noyau « B » afin de renforcer leur domination et leur contrôle. De même, les différentes fractions de la bourgeoisie (association d'industries de Haïti, chambres de commerce, associations de banques, etc.) se sont réunies pour mettre sur pied le « Forum économique ». Ce dernier suit à la lettre les prises de position du noyau « B ».

Par ailleurs, une certaine bourgeoisie nationale ainsi qu'une petite bourgeoisie « radicalisée » souffrent économiquement, politiquement ou culturellement de la domination des impérialistes associés aux capitaux monopolistes du pays ; elles semblent vouloir se rebiffer et élaborer un projet qu'elles voudraient « endogène ». Mais ces deux regroupements piétinent parce qu'ils sont également liés au capital international. Le « nationalisme » petit-bourgeois ne fonctionne plus, si ce n'est qu'en tant qu'idéologie mystificatrice de plus en plus dépassée et ouvertement méprisée par les masses. Ainsi, ce « nationalisme » est tout à fait impuissant et ne fait que gesticuler et patauger dans les miasmes que lui laisse la mondialisation impérialiste.

Contradictions au sein des classes dominantes

Le blocage des élections est donc, en réalité, déterminé par un moment historique spécifique. Non seulement le « nationalisme » petit-bourgeois aboutit à une impasse et constitue une mystification, mais la bourgeoisie qui prétend raffermir sa domination ne s'arrête qu'à un import-export rachitique. Ainsi, elle n'a jamais eu assez de force pour supplanter le métayage, de nature féodale, généralisé en milieu rural depuis l'indépendance. Cela augure d'une longue transition. Qui plus est, ce capitalisme urbain en herbe, pour garantir la venue en ville des denrées d'exportation (café, mangues, cacao, etc.) et assurer le contrôle répressif en milieu rural, n'a pu que s'associer au métayage et le renforcer. Cette situation contradictoire engendre une crise que la bourgeoisie ne peut gérer. La présence de l'occupation impérialiste lui est donc utile pour effectuer la transformation souhaitée de ce mode de production. Car c'est bien de cela qu'il s'agit ! Mais les monopoles constitués sous Duvalier n'entendent pas laisser la place aux investisseurs petits et moyens, tandis que les grands commerçants de l'import-export n'entendent pas non plus la laisser à un capitalisme industriel qui les détrônerait. Pour tous ces grands profiteurs, les « exigences », alors

illusoires, de la « démocratie libérale » (État « de droit », respect de la « personne humaine », « égalité du vote », « fraternité » et autres mystifications en société de classes...) constituent un véritable frein. Leurs représentantes et représentants politiques le savent bien, eux qui trempent dans toutes sortes de contrebandes, enlèvements crapuleux et crimes mafieux à l'aide des multiples gangs qu'ils arment et contrôlent, parcourent les espaces électoraux les armes à la main, bourrent les urnes, falsifient les résultats et frappent ouvertement opposants et opposantes. Cela crée une insécurité générale. Les travailleuses et les travailleurs sont souvent rançonnés. Comme ils doivent se rendre très tôt à leur travail, ils s'exposent aux exactions des gangs mineurs, en lien avec les gangs plus importants, eux-mêmes sous contrôle des dominants les plus actifs. Toute une chaîne pour garantir le contrôle des classes dominantes et alimenter la réaction !

... Et au sein de la petite bourgeoisie

Les petits bourgeois des bourgs, communes et sections rurales du pays, bloqués également dans leur développement par la tendance monopoliste, investissent par tous les moyens les postes électifs de cette « démocratie » : sénateurs, députés, magistrats, kazèk, asèk, etc. ! Il y a donc une multitude de partis politiques et de candidatures à tous les niveaux, ce qui entre en contradiction avec l'idée d'un État efficace dit de « bonne gouvernance » (la formule facilite et garantit l'exploitation sans limites que se proposent les vautours capitalistes). Leur but, avoué, est encore et toujours de s'enrichir aux dépens de cet État affaibli, où l'accumulation (dite de « corruption ») demeure toujours vivace et à leur portée. Nous voici à nouveau en présence d'un échec inextricable, autre signe dramatique du pourrissement avancé qui caractérise aujourd'hui notre pays.

Une instabilité planifiée

La bourgeoisie bureaucratique des Duvalier et consorts assurait une stabilité relative à l'hégémonie nécessaire au projet impérialiste. Le retour à cette paix des cimetières s'avère compliqué pour des classes dominantes embourbées dans leurs contradictions profondes. Pour elles, la présence-occupation de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti, la MINUSTAH, s'avère nécessaire. Prise dans ce blocage qui expose de plus en plus son incompétence et son sadisme, elle avoue finalement avoir introduit le dévastateur choléra, sans pour autant accepter de dédommager les victimes. Le rapport de force semble encore favoriser le projet impérialiste. Les zones franches, les agro-industries, le tourisme et les mines offrent « d'apporter du travail » dans un pays dévasté qui compte près de 70 % de chômage et un sous-prolétariat éparpillé. Ce fort taux de chômage résulte de la décomposition et de la prolétarianisation accélérées de la petite paysannerie soumise à des dépossessions successives, à une forte répression ainsi qu'à l'action déstabilisatrice et pernicieuse de milliers d'ONG.

Le projet « d'apporter du travail » s'accompagne d'un salaire « de poitrinaire » dans le cadre d'une exploitation sans limites : une inflation galopante et une

dévaluation de la monnaie locale, la gourde, qui jouent sur le salaire réel et la capacité pour les travailleurs et les travailleuses de résister ; une misère généralisée, pour que chômeurs et chômeuses soient prêts à accepter n'importe quel travail ; une répression brutale et permanente. Un enfer ! Cet état de choses est cependant soutenu par des intellectuels qui se targuaient autrefois d'être « progressistes » : aujourd'hui, leur discours ne parle que de l'« individu » qui « réussit », de « développement », de « progrès », et même d'un pays... « normal » (sic) !

La lutte devant nous

L'ensemble de ces contradictions nourrit de grandes tensions. L'incapacité des classes dominantes et de leur État décadent, la faillite de la petite bourgeoisie populiste et l'occupation font que la création d'une formation sociale renouvelée repose sur les épaules des travailleurs et des travailleuses, les prolétaires qui, dans leur activité, leur vie et leur avenir, se retrouvent concrètement en face de ce projet capitaliste sanguinaire.

Ces derniers sont jeunes et attaqués quotidiennement par une idéologie des plus réactionnaires. Malgré tout, en raison de leur position radicalement opposée au fonctionnement dominant, organisés de manière autonome et en lien avec les luttes des travailleurs comme axe central des luttes populaires, ils seront capables de bloquer, d'écraser et de dépasser le projet capitaliste en cours, et de mettre fin à l'archaïsme féodal. Cela ne se fera pas d'un coup. La lutte sera longue et ardue. Mais, pour nous qui n'avons plus rien à perdre, c'est le seul moyen d'entrevoir – et de trouver – notre réelle et totale émancipation et, du même coup, celle de l'humanité entière.